

Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne

Un recueil de textes en réponse à

*Agir sur les changements climatiques :
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,*

un document de consensus lancé en mars 2015



McGill



McGill

Faculté des sciences



Association francophone pour le savoir



Regroupement national
des conseils régionaux
de l'environnement

À PROPOS DE L'ORGANISME

REGROUPEMENT NATIONAL DES CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC

PHILIPPE BOURKE ET CEDRIC CHAPERON

Le RNCREQ : un réseau unique d'acteurs influents dans le domaine de l'environnement au Québec

Les 16 conseils régionaux de l'environnement du Québec (CRE) interviennent en faveur de la protection et de l'amélioration de l'environnement dans chacune des régions du Québec (sauf le Grand Nord).

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) a, quant à lui, pour mission de représenter l'ensemble des CRE et d'émettre des opinions publiques en leur nom. Reconnu pour la rigueur de ses interventions, le RNCREQ œuvre dans la plupart des grands dossiers environnementaux.

Les CRE et leur regroupement sont des acteurs particulièrement engagés dans la lutte contre les changements climatiques. Leurs actions, leurs recherches ainsi que leurs prises de position en la matière ont permis de faire avancer la société québécoise, d'alimenter les débats et d'influencer des décisions.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VUEILLEZ CONTACTER

cedric.chaperon@rncreq.org

SITE INTERNET OFFICIEL

rncreq.org



PANEL D'OUVERTURE LORS DU FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ÉNERGIE QUI S'EST TENU À SHAWINIGAN EN NOVEMBRE 2011. PLUS DE 150 ORGANISATIONS Y ONT SIGNÉ LA DÉCLARATION D'ENGAGEMENT POUR UNE STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA DÉPENDANCE AU PÉTROLE.

© LUCIE BATAILLE PHOTOGRAPHIE

3.3. Cibles et réductions annuelles

12. Il est à noter que comme la voiture est un bien dont la durée de vie s'étend sur plusieurs années, le parc automobile ne peut être modifié immédiatement et est sujet à une certaine inertie. Lanoue et Mousseau évoquent un taux de renouvellement annuel du parc automobile de 10% (2014, 2015). Ainsi, le renouvellement d'action soutenue, qui suppose une diminution annuelle de 6 % des véhicules en circulation et une électrification de 3 % du parc d'ici 2030, ne suffit pas à l'atteindre du taux actuel de renouvellement.

LE RNCREQ A SORTI EN NOVEMBRE 2014 UNE PREMIÈRE ÉTUDE PORTANT SUR LES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES D'UNE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION DE PÉTROLE AU QUÉBEC, S'INTITULANT « VINGT MILLIARDS DE DOLLARS DE PLUS EN SIX ANS ».

© LUCIE BATAILLE PHOTOGRAPHIE



LE SALON DES EXPOSANTS DU FORUM QUÉBÉCOIS SUR
L'ÉNERGIE A PERMIS DE METTRE EN VALEUR DES CAS CONCRETS
D'INITIATIVES DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION DE PÉTROLE

© LUCIE BATAILLE PHOTOGRAPHIE



PHILIPPE BOURKE, DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU RNCREQ, LORS DE LA CONFÉRENCE DE
PRESSE DU DÉVOILEMENT DE L'ÉTUDE SUR LES
RETOMBÉES ÉCONOMIQUES D'UNE RÉDUCTION
DE LA CONSOMMATION DE PÉTROLE AU QUÉBEC

© LUCIE BATAILLE PHOTOGRAPHIE



La croisée des chemins

Contribution du RNCREQ sur le document
Agir sur les changements climatiques
des Dialogues pour un Canada vert

Par notre PROPRE énergie : une approche stratégique originale et efficace en matière de lutte contre les changements climatiques

Malgré l'urgence et l'importance d'agir pour contrer les changements climatiques, il n'est pas facile de convaincre les citoyens et les décideurs de passer à l'action tant les solutions impliquent des changements d'habitudes et de comportement exigeants. Ce n'est malheureusement pas une cause pour laquelle les gens sont prêts à faire des sacrifices importants. Pour les mobiliser dans l'action, il faut amener « *la population à voir en la réduction de gaz à effet de serre (GES) une opportunité de faire une meilleure vie, sans émissions, par l'entremise d'un projet de société* »¹.

C'est la stratégie que les CRE mettent en pratique depuis 2010. Grâce au soutien du Gouvernement du Québec et de nombreux autres partenaires, ils coordonnent une

démarche régionale visant la réduction de la dépendance au pétrole : d'abord avec *Les Rendez-vous de l'énergie*², puis avec *Par notre PROPRE énergie*³. Puisque la consommation de pétrole au Québec constitue la principale source d'émissions de GES, la stratégie originale des CRE permet ainsi de lutter concrètement contre les changements climatiques. Et ça marche.

Les acteurs régionaux impliqués dans cette démarche ont rapidement compris que la dépendance au pétrole est préoccupante, mais qu'il est possible en tant que région d'agir rapidement et concrètement pour la réduire. Plutôt que d'éventuels bénéfices sur le climat à long terme, ce sont les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux concrets et immédiats qui sont mis de l'avant.

En outre, cette approche régionale prend appui sur le besoin qu'ont les acteurs locaux d'opter pour des interventions modulées qui tiennent compte de leur propre réalité

1 Bérubé, C. (2010). Changements climatiques et distorsion de la perception des Québécois : de la communication à l'action », Essai pour la maîtrise en environnement (M. Env.), sous la direction de María del Rosario Ortiz Quijano, Université de Sherbrooke, page i.

2 <http://www.rncreq.org/projets/archives?projet=9>

3 [http://www.par-notre-propre-énergie.com](http://www.par-notre-propre-energie.com)

territoriale sur les plans géographique et socioéconomique.

Notons que ce type d'approche territoriale pour la lutte contre les changements climatiques est reconnu pour son caractère essentiel, tel qu'en témoigne cet extrait de la déclaration finale⁴ du Sommet mondial Climat et Territoires⁵ qui s'est tenu à Lyon les 1^{er} et 2 juillet 2015.

Par notre **propre** énergie

Plus concrètement, *Par notre PROPTE énergie* est une démarche unique de mobilisation nationale qui se déploie à l'échelle régionale. Elle vise à réunir les conditions nécessaires pour engager le Québec sur la voie de la réduction significative de la consommation de pétrole, et ainsi lui permettre de profiter des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux qui en découlent.

La démarche mise sur l'engagement des organisations et des individus qui ont un pouvoir d'action et d'influence dans leur milieu, et qui ont à cœur le développement de leur région. Les CRE les réunissent au sein de tables régionales qui permettent des échanges intersectoriels, une compréhension commune des enjeux et l'identification et la mise en œuvre des actions les plus porteuses.

En somme, *Par notre PROPTE énergie* est une démarche de planification structurée, à long terme, qui repose sur la modulation régionale, la concertation et la participation.

Les objectifs

- Mobiliser les intervenants concernés;
- Promouvoir et favoriser des initiatives qui proposent des alternatives concrètes à l'utilisation du pétrole;
- Favoriser l'intégration des enjeux de consommation de pétrole dans les processus de développement local et régional;
- Mettre en œuvre des actions structurantes pour la réduction de la consommation de pétrole.

Dans chaque région du Québec, c'est...

- une Table régionale de la réduction de la consommation de pétrole;
- un diagnostic énergétique régional à la base...
- ... d'un plan d'action régional de réduction de la consommation de pétrole;
- la mise en œuvre de projets structurants de réduction de la consommation de pétrole initiés dans plusieurs secteurs : transport, aménagement du territoire, industries, agriculture, bâtiment, etc.

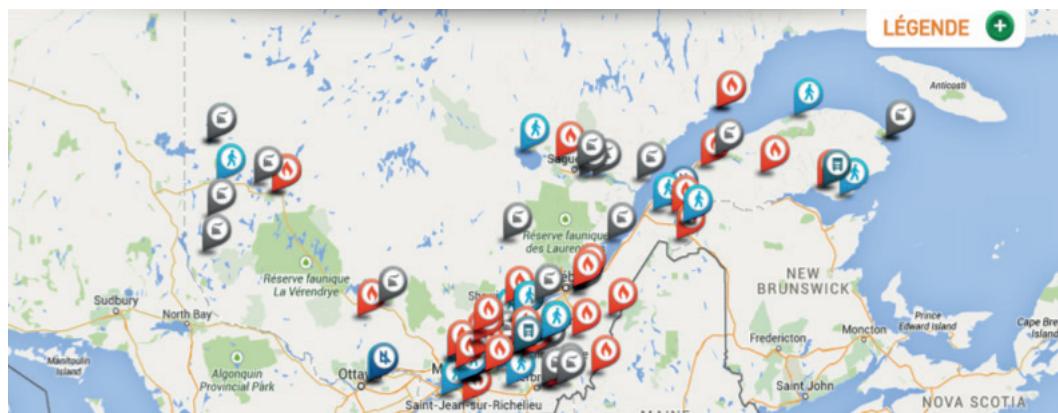
Le déploiement de la démarche

Plus de 300 organisations sont représentées sur les Tables régionales. À partir des plans d'action qu'elles ont élaborés pour chaque région, plus de 60 projets structurants de réduction de la consommation de pétrole ont déjà été amorcés partout au Québec dans plusieurs secteurs : transport des personnes et des marchandises, aménagement du territoire, industries, agriculture, bâtiment (voir la Figure 1).

⁴ http://www.novethic.fr/fileadmin/user_upload/tx_ausynovethicarticles/documents/D%C3%A9claration_du_Sommet_mondial_Climat_et_Territoires_2_juillet_2015_1_.pdf

⁵ <http://en.rhonealpes.fr/1202-world-climate-summit-2015-fr.htm>

Figure 1. Initiatives de réduction de la consommation de pétrole par régions ou par secteurs au Québec (carte disponible au [www.par-notre-propre-énergie.com](http://www.par-notre-propre-energie.com))



Sur le site Internet www.par-notre-propre-énergie.com, une carte interactive permet de découvrir les initiatives de réduction de la consommation de pétrole par régions ou par secteurs au Québec. Pour chaque réalisation, une fiche décrit le projet et quantifie les économies d'énergie et la réduction de GES qui en découlent, ainsi que les autres bénéfices sociaux et environnementaux.

Mettre en valeur les bénéfices collatéraux – en particulier sur l'économie

Le RNCREQ a commandé une étude économique⁶ qui évalue les bénéfices pour l'économie québécoise d'une stratégie de réduction de la consommation de pétrole et mesure l'impact d'une telle stratégie sur les finances publiques et le budget des ménages. L'objectif est de renforcer les autres bénéfices généralement reconnus de la réduction de la consommation de pétrole, que ce soit en matière de sécurité énergétique, de santé ou de lutte contre les changements climatiques.

L'étude montre qu'une approche modérée de réduction de la consommation de pétrole permettrait de réaliser des bénéfices de l'ordre de 2,3 milliards de dollars en 2015 sur la balance commerciale, lesquels augmenteraient progressivement pour atteindre 4,3 milliards de dollars en 2020. Pour les six années considérées dans l'étude, ces bénéfices

totaliseraient 19,7 milliards de dollars. Il en découlerait 130 000 emplois annuels directs et indirects sur la même période.

Au chapitre des finances publiques québécoises, même en tenant compte de la baisse des revenus provenant de la taxe sur l'essence, une approche modérée dégagerait des recettes totales de 900 millions de dollars sur six ans.

Enfin, du point de vue des ménages, la réduction de la consommation de pétrole par des choix de véhicules moins énergivores engendrerait des économies de l'ordre de 2 100 \$ à 4 300 \$ par année par foyer, soit suffisamment pour presque doubler le budget accordé aux loisirs.

Il est temps d'agir pour le Canada

Le RNCREQ souscrit de manière générale aux orientations énoncées dans le document *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*. Elles regroupent selon lui les éléments de base nécessaires à l'élaboration

⁶ <http://www.par-notre-propre-énergie.com/étude.php>

d'un plan d'action rigoureux de lutte contre les changements climatiques. Comme le soulèvent toutefois messieurs Raphals et Hendriks du Centre Hélios dans leur contribution à ce recueil de textes, le RNCREQ estime que le parti pris du document en faveur de la croissance de la production d'hydroélectricité doit être analysé avec prudence en raison des risques économiques, sociaux et environnementaux qu'il comporte.

Comme le collectif, le RNCREQ juge que le Canada doit rapidement se mettre en action pour réduire sensiblement les émissions de GES du globe. Cela implique des efforts significatifs.

Les conditions de succès pour la mise en œuvre d'un plan d'action sur les changements climatiques

En s'inspirant de son expérience dans la mise en œuvre d'actions de lutte contre les changements climatiques, le RNCREQ estime que l'atteinte des objectifs et des cibles énoncées par le document *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* dépendra notamment de notre capacité à réunir les trois conditions suivantes :

1. Reconnaître l'ampleur des défis et des opportunités

Les changements de comportements que doit provoquer un tel plan sont d'une ampleur inégalée. Toute la population canadienne doit être directement interpellée par de nécessaires changements d'habitude et de comportement : se déplacer autrement, modifier les pratiques d'urbanisme, concevoir des bâtiments moins énergivores, produire plus efficacement, faire des choix de consommation responsable, etc.

Or, c'est connu, il n'est pas facile de changer les comportements. En conséquence, ces enjeux devraient être abordés de front et des moyens concrets pour y faire face devront être proposés, notamment par la mise en place de puissants incitatifs en s'inspirant notamment des campagnes de lutte contre le tabagisme, la vitesse ou l'alcool au volant.

Ceci étant dit, le Canada a la chance de pouvoir compter sur des atouts inestimables pour entrevoir positivement ces changements, notamment par son potentiel de production d'énergies renouvelables. Voilà de quoi inspirer et mobiliser la population et les acteurs socioéconomiques.

2. Susciter l'adhésion

Il faut qu'une importante campagne de communication et de sensibilisation précède la mise en œuvre d'un plan d'action contre les changements climatiques de manière à ce que la population comprenne les enjeux et adhère aux objectifs poursuivis. En somme, il faut réussir à ce que les citoyens voient que ces réformes sont dans leur intérêt et qu'ils en tireront de nombreux bénéfices :

- ils seront en meilleure santé;
- ils auront plus d'argent dans leur poche;
- ce sera plus facile et plus agréable de se déplacer;
- les finances publiques seront en meilleur état;
- ils seront fiers de ce qu'ils ont accompli.

Cette campagne devra être conçue de façon à valoriser des comportements qui seront désormais perçus comme brillants et à la mode par les citoyens : économiser l'énergie, moins compter sur une voiture, faire preuve de sobriété et participer à un effort collectif.

À la complexité des enjeux, il faudra opposer des messages simples et limpides.

Qui plus est, une campagne de sensibilisation réduira la résistance face aux contraintes inévitables et nécessaires qu'il faudra imposer pour inciter aux changements de comportements (règlementations, taxes, péages, normes, etc.). Cela aura aussi pour effet notamment de contrer la tendance qu'ont certains à percevoir négativement la réduction de la consommation d'énergie (puisque ce concept est contre-intuitif au plan économique).

Cette campagne devra se poursuivre durant toute la période de mise en œuvre d'un plan d'action sur les changements climatiques.

3. Des instruments de gouvernance appropriés

Il est impensable d'imaginer un virage aussi important que celui qui est attendu (augmenter l'autonomie, réduire les GES,

faire de l'efficacité énergétique un pilier du développement économique du Canada, affronter le défi des transports, etc.) sans déterminer qui sera responsable de mettre en œuvre ces réformes et quelles structures de gouvernance devront être modifiées ou mises en place pour y arriver.

Pour que les réformes proposées puissent être réalisées, il faut constamment veiller à ce que les orientations et les décisions qui seront prises par l'ensemble des institutions concernées (ministères fédéral et provinciaux, municipalités, producteurs et distributeurs d'énergie, etc.) le soient dans le sens souhaité. Les rôles, responsabilités et pouvoirs de chacun de ces acteurs devront être passés en revue pour s'assurer qu'elles agissent de manière cohérente et sans créer d'interférences et d'obstacles inutiles.

Références

Changements climatiques

Démarche Par notre PROPRE énergie (PNPÉ), <http://www.par-notre-propre-energie.com/index.php>

Études sur les retombées économiques de la réduction de la consommation de pétrole au Québec, http://www.par-notre-propre-energie.com/pdf/RNCREQ_Corrections_Brochure_etude_economique_interieur_LR.pdf

Fiches régionales sur l'adaptation aux changements climatiques, <http://www.rncreq.org/projets/fiches-adaptation>

Énergie

Mémoire du RNCREQ pour la Consultation sur les enjeux énergétiques du Québec, http://www.rncreq.org/images/UserFiles/files/2013-09-24_M%C3%A9moire_ConsultationEEQ_final.pdf

Mémoire du RNCREQ concernant l'inversion de l'oléoduc 9b d'Enbridge, http://www.rncreq.org/images/UserFiles/files/2013-11-29_M%C3%A9moire_Enbridge_final.pdf

Plateforme énergie du RNCREQ, http://www.rncreq.org/images/UserFiles/files/Plateforme_energie_RNCREQ_2013_finale.pdf



À PROPOS DE L'INITIATIVE

DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques